

ÉCONOMIE DU BIEN COMMUN¹

par Jean TIROLE

Jean Tirole**ÉCONOMIE
du
BIEN COMMUN**

Jean-Marc Boussard². – Il pourra paraître surprenant de rendre compte ici d'un ouvrage dans lequel, sauf erreur de ma part, le mot « agriculture » n'est pas imprimé. Il me semble cependant qu'il mérite d'être lu par quiconque s'intéresse à l'agriculture sous l'angle de la politique, du « bien commun » et de l'administration des ressources rares : même si l'agriculture présente des spécificités indiscutables, les grandes lois de l'économie s'y appliquent, de la même façon que celles de la chimie ou de la physique. Dès lors, un ouvrage assez fondamental en économie mérite notre attention.

Fondamental, cet ouvrage l'est évidemment, en ce qu'il constitue en quelque sorte le testament scientifique (du moins à ce jour, car Jean Tirole est encore assez jeune pour apporter de nouvelles idées !) d'un auteur titulaire du Prix Nobel, qui aura passé une bonne partie de sa carrière à l'étude de la « théorie des jeux », et en tire d'intéressantes prescriptions pour la gestion d'un système économique.

La théorie des jeux est une branche assez abstraite de la science économique, qui étudie les

¹ PUF, Paris, 2016, 550 pages.

² Membre de l'Académie d'agriculture de France, Directeur de recherche honoraire de l'INRA.

conséquences, pour un ensemble de « décideurs », des actions effectuées par chacun d'eux en réponse à ce qu'il croit savoir du comportement de ses adversaires, et de ce qu'il apprend au cours du temps sur ce comportement à travers des parties répétitives. Il s'agit donc par exemple du déroulement d'une partie d'échec ou de bridge, ce qui est futile, mais, beaucoup plus sérieusement, d'une foule de situations que l'on rencontre dans la vie économique réelle.

Par exemple, le « marché » est évidemment un jeu entre des millions de participants, qui observent les prix à chaque instant, et agissent en conséquence. Du fait même de ces comportements d'adaptation, les prix varient, ce qui engendre de nouvelles adaptations. Dans ces conditions, la théorie économique élémentaire nous dit que, sous l'emprise de la concurrence, et chaque agent individuellement poursuivant des buts égoïstes, les prix finissent par devenir égaux aux coûts de productions minimaux permis par l'état de la technique. Dès lors, s'installe spontanément et sans effort un monde « en équilibre », en un certain sens « optimal ».

Cependant, pour accepter cette conclusion, il faut que soit vérifiée une foule d'hypothèses, dont l'expérience montre qu'elles sont souvent démenties par les faits. Dès lors, des interventions de la puissance publique sont justifiées pour corriger les « dysfonctionnements » observés, et se rapprocher de cet équilibre idéal. Dans ce contexte, et bien que l'auteur ne le dise pas, il est clair que, en dépit des clameurs des libéraux dogmatiques, les marchés agricoles se trouvent justement dans cette situation où des interventions publiques bien conduites peuvent aboutir à une situation meilleure que celle résultant de l'action du marché laissé à lui-même.

Cela dit, pour qu'une intervention publique soit justifiée et produise les effets bénéfiques que l'on est en droit d'en attendre, encore faut-il qu'elle s'insère convenablement dans le jeu global. Ainsi, la « planification centrale » soviétique a montré qu'elle ne fonctionnait pas, moins parce qu'il est impossible de concevoir théoriquement un tel système que parce que chaque agent individuellement avait intérêt à s'éloigner du « plan », tout en espérant que les autres s'y conformeraient. . .

Même en dehors de l'Union Soviétique, Jean Tirole montre que ce problème du « passager clandestin » se pose chaque fois que l'intérêt global (par exemple, réduire les émissions de gaz à effet de serre) entre en conflit avec les intérêts particuliers (par exemple, augmenter mon cheptel...). Il faut alors concevoir des outils institutionnels *ad hoc* pour arriver à modifier les incitations du marché de manière à obtenir quand même le résultat cherché. Naturellement, pour cela, les solutions les plus simples sont les meilleures. Une grande partie de l'ouvrage est justement consacré à ce défi de trouver des solutions simples à ces problèmes compliqués.

L'auteur, pour cela, attache beaucoup d'importance aux solutions qui passent par le canal des prix, ce qui le fera taxer de « libéral ». Mais les prix dont il parle ne sont pas du tout des prix de marché, ce qui en fait justement presque l'opposé du libéralisme. Ainsi montre-t-il que tous règlements abracadabrantesques édictés dans le cadre de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre pourraient avantageusement être remplacés par une taxe sur les extractions de combustibles fossiles. Elle devrait être mondiale et uniforme, frappant la marchandise à la source. A partir de là, on pourrait ensuite laisser le marché régler le problème en aval, parce que les prix transmettraient un message en harmonie avec la nécessité de réduire les émissions, chaque producteur ayant intérêt à s'y adapter de la façon la plus efficace possible...

Beaucoup d'autres sujets sont ainsi abordés à partir d'un résumé des recherches de l'auteur sur la circulation de l'information entre des individus qui n'ont pas forcément intérêt à dire ce qu'ils pensent ou ce qu'ils savent, et sur les conséquences globales qui en résulte. Ainsi discute-t-il du défi

climatique, comme on vient de le voir, mais aussi du chômage, de l'Europe, de la finance, de l'économie numérique, de la propriété intellectuelle (un domaine où il aurait pu encore améliorer son discours en étudiant l'agriculture et les problèmes posés par le droit des semences, qu'il ignore malheureusement), et de la « régulation sectorielle » (où les spécialistes de l'agriculture, ici encore, auraient peut-être des choses à dire !).

Il est un peu surprenant que l'auteur se borne à effleurer un aspect pourtant déterminant de la vie économique, à savoir le « comportement de l'homme rationnel devant le risque » (titre fameux d'un autre prix Nobel d'économie français, Maurice Allais). En effet, ce comportement est susceptible d'engendrer des conséquences macroéconomiques considérables, comme le montre, justement, l'étude des politiques agricoles, lorsque l'incertitude sur les prix à venir entraîne d'énormes pertes d'efficacité. De ce fait, les grands problèmes de l'économie agricoles mondiale - en particulier, la régulation des prix - ne sont pas abordés. C'est dommage, car ils auraient pu illustrer le propos de façon éclatante, et même, qui sait, l'enrichir au passage. En matière agricole, le livre n'aborde (à l'occasion, et en passant), que la question des rapports entre propriétaire, fermier et métayer, en fonction des informations dont disposent les uns et les autres. C'est intéressant, et bouscule un peu les dogmes célèbres (« le métayage est l'association sur une terre pauvre du capital timide et du travail paresseux »), mais ce n'est pas essentiel.

Il n'en demeure pas moins que l'on ne pourra sûrement pas résoudre de façon satisfaisante les problèmes de la PAC, de l'environnement, et de quelques autres domaines dont les économistes de l'agriculture doivent se préoccuper, sans s'imprégner des méthodes de raisonnement de ce livre. C'est pourquoi il serait très utile que beaucoup de spécialistes de l'agriculture le lisent, et s'imprègnent, sinon de la lettre de ses prescriptions, du moins de son esprit.

Et contrairement à ce que certains pourraient croire, il ne faudrait pas pour cela déployer un effort hors du commun, car l'ouvrage se lit facilement, sans exiger aucune connaissance mathématique. C'est un peu « l'économie pour les nuls », quoique sans renoncer à la rigueur nécessaire au sujet : c'est une situation rare, la vaste majorité des ouvrages de ce genre relevant soit du « yakafaukon », soit des empilages de signes cabalistiques.... Il est donc difficile de ne pas recommander chaudement cet ouvrage qui fera date.